

**Michel Peyret
Conseil d'Orientation
Espaces Marx
12 mai 2006**

**SOGERMA ,
DES PLANS SOCIAUX A L'APPROPRIATION SOCIALE .**

C'est en lisant la presse , le 8 mars dernier , que les salariés de la Sogerma , notamment ceux du site de Mérignac , ont pris connaissance du 3eme plan social qui devait les frapper . Dire que ce fut un choc pour chacun d'entre-eux reste en-dessous de la réalité . Ce fut un mélange d'abattement , de colère et de révolte . Une atteinte à leur dignité ! On les traitait comme quoi ! C'était le mépris le plus profond , la désinvolture la plus outrageante ! Des pions ! Des bons à jeter ! Ils avaient contribué à faire la Sogerma et on allait se passer d'eux ! Pourtant , on n'était plus dans la Grèce ou la Rome antique des esclaves . Ni dans la féodalité et ses serfs , jetables et corvéables à merci . Ni dans la Russie tsariste de Gogol et de ses « âmes mortes » .

Mais ce retour aux moeurs d'un capitalisme pur et dur des origines n'était-il pas pire , ce qu'appelle libéralisme , ultralibéralisme , ou social-libéralisme , au choix ! Quand 62% des français considèrent aujourd'hui le capitalisme comme négatif , n'est-ce pas cela qu'ils appréhendent tout d'abord ?

QUEL HUMANISME ?

Comment traite-t-il les hommes , ce capitalisme ? Et les familles ? Et les enfants ? Dans un pays qui se veut civilisé ! Dans un pays riche , un des plus riches de la planète ! Dans un pays où l'on fabrique et vend pas mal d'avions , où l'industrie aéronautique se porte bien et où les voyages en avion se développent ! Et qu'en est-il de la démocratie ? Des libertés ? Les salariés de la Sogerma , des hommes libres ? Certainement par certains aspects . Mais être soumis au bon vouloir des dirigeants de EADS , est-ce la démocratie ? La liberté ? Pouvoir perdre son travail du jour au lendemain , est-ce aussi la liberté , la démocratie ? Et quand les dirigeants de l'Etat , pourtant encore actionnaires , laissent faire , est-ce encore la liberté , la démocratie , qu'ils sont sensés garantir ? Pour Proudhon , la propriété c'était le vol . Il voulait certainement dire l'appropriation privée des richesses produites par les salariés , il aurait dit les prolétaires . Mais la propriété , on le voit bien , ne supporte pas la démocratie . Elle la nie tous les jours , comme viennent de le faire les dirigeants de EADS qui se comportent en monarques absolus décidant de ce que sera la vie , ou même la non-vie , de leurs salariés , sans que les plus hautes autorités de l'Etat n'y trouvent à redire , voire comme le considérait le Premier ministre de la gauche plurielle , qu'il ne pouvait rien faire , que la politique ne pouvait pas tout , c'était je crois à l'occasion d'une situation semblable chez Michelin . Il est vrai qu'il avait dit : « Oui à l'économie de marché ! » . Et , effectivement , si c'est le marché qui décide , il ne reste pas beaucoup de pouvoirs et de libertés pour les hommes , y compris les hommes politiques , même s'ils occupent les plus hautes responsabilités de l'Etat .

LES MAITRES DU MONDE .

Dans la réalité , il y a souvent des liens étroits , très étroits même , entre les « décideurs » des grandes sociétés capitalistes et les « décideurs » politiques . Prenons un exemple dans l'actualité , « cet étrange monsieur Gergorin » , comme l'écrit Sud-

Ouest , qui est , entre autres , vice – président du groupe EADS , après avoir été conseiller d'Etat , directeur du Quai d'Orsay où il a bien connu Dominique de Villepin . C'était aussi , apprenons-nous , avec Philippe Camus , le financier , Noël Forgeard , l'opérationnel , le stratège de Jean-Luc Lagardère qui ont permis à ce dernier de devenir l'actionnaire de référence de EADS .

Et c'est justement le gouvernement de Lionel Jospin qui a privatisé Aérospatiale , dont dépendait la SNIA , devenue SOGERMA , et l'a vendue à Lagardère-Matra , à une valeur très contestée par les spécialistes .

Le stratège Gergorin a dû avoir un rôle décisif dans cette appropriation puisqu'on le retrouve dans le Top 100 de l'Intelligence économique où il cotoie ses collègues de tous les grands groupes industriels .

Mais c'est surtout dans le Groupe de Bilderberg , groupe qui regroupe ceux qui se veulent « les maîtres du monde » que se cotoient grands industriels , grands financiers , politiques de haut niveau et membres de l'appareil judiciaire .

L'Etat-Major du capitalisme mondial ?

En tout cas , outre Gergorin , vice-président , et Philippe Camus , président de EADS , on y trouve Michel Bon , passé de France-Télécoms au gouvernement , Jean-Louis Bruguière , Bertrand Collomb de Lafarge , Jean-François Coppé , porte-parole du gouvernement , Etienne Davignon que l'on ne présente pas , Valéry Giscard d'Estaing , Henri Kissinger , Pascal Lamy qui sévit à l'OMC , Pierre Lellouche , Thierry de Montbrial , Richard Perle , Frank Riboud de Danone , David Rockefeller , Jean-Claude Trichet , Dominique de Villepin , Paul Wolfowitz , Robert Zoellick , Dominique Strauss-Kahn , ...

Bien évidemment , nous n'entrerons pas dans le sordide de l'affaire Clearstream , le blanchiment de l'argent et autres filouteries des grands de ce monde , encore que ce soit aussi l'un des aspects parmi les plus nauséabonds du système capitaliste où tout , ou presque , apparaît permis si vous comptez parmi les puissants .

Et ce sont les mêmes qui s'octroient le droit de décider , au nom des intérêts bien compris de leur classe , du sort de 500 salariés de la Sogerma , voire même de la pérennité du site de Mérignac . C'est à vomir , mais que leur importe !

LES LICENCIEMENTS BOURSIERS .

C'est pourquoi il convient de bien distinguer dans les arguments mis en avant pour justifier ce qui serait un nouveau plan social entre l'apparence et les raisons plus profondes , sans doute plus essentielles mais rarement avouées .

La Sogerma est accusée de perdre de l'argent dans un groupe qui en gagne beaucoup , ce qui conforte l'idée qu'il convient d'y regarder de plus près .

Parce que , à la Sogerma comme ailleurs , les travailleurs produisent de la plus-value comme le dirait Marx , de la valeur ajoutée comme l'on dirait davantage aujourd'hui , bref des richesses nouvelles .

Et si ces richesses nouvelles n'apparaissent pas , c'est qu'il y a certainement quelque explication , qu'il s'agisse d'organisation du travail , de sous-facturation du travail ou , tout simplement des transferts de fonds entre filiales , ce qui est une pratique courante dans les grands groupes , notamment lorsque l'on veut faire la démonstration qu'une filiale n'est pas rentable .

Faisons remarquer dès maintenant que sur toutes ces questions les salariés n'ont pas leur mot à dire . C'est « travaille et tais-toi » !

Les droits , la liberté , la démocratie , du point de vue de la gestion , ça n'existe pas non plus , comme si l'entreprise n'était pas dans la société .

Donc on ne veut pas que les salariés aient leur mot à dire , qu'il s'agisse des comptes ou de l'organisation du travail . C'est peut-être aussi que les véritables raisons du bilan financier sont ailleurs .

Par exemple pourquoi , alors que toutes les autres filiales de EADS ne parviennent pas à réaliser leur plan de charges , n'y a-t-il pas partage du travail entre établissements . Par exemple encore , les organisations syndicales ont fait plusieurs propositions qui permettraient d'assurer un plan de charges suffisant pour conserver les emplois , pourquoi ne sont-elles pas examinées paritairement ?

Alors , c'est peut-être ailleurs qu'il faut regarder ?

Par exemple , du côté de la Bourse , des marchés financiers .

Et que dit-on de ce côté là ?

Et justement , le 8 mars , le jour où sont annoncées les possibles suppressions d'emploi , le coupon EADS est nettement majoré . Il remonte de 1,5% à 32,20 euros . Le résultat opérationnel de EADS est en hausse de 17% par rapport à 2004 et la marge opérationnelle a progressé également de 7,7% à 8,3% .

Pour sa part , le résultat net a bondi de 39% pour s'établir à 1,68 milliards d'euros contre 1,20 milliard en 2004 .

Conclusions de la direction de EADS : « Les performances exceptionnelles de 2005 nous permettent ainsi de revoir à la hausse le dividende versé . Quelques jours plus tard , Morgan Stanley annonce une spectaculaire révision à la hausse de son objectif de cours . Il a acquis la certitude que la direction de EADS est en mesure d'atteindre , voire de dépasser , ses objectifs opérationnels .

Sur quoi Morgan Stanley se base-t-il ? Il estime que le management observera une discipline d'investissement rationnelle sur Airbus et qu'il remettra sur pied les actifs sous-performants comme Sogerma , ou les fermera ! » Il poursuit : « La traduction chiffrée de ces éléments est une prévision de croissance moyenne du BPA de 10% par an d'ici à 2010 , contre une prévision de hausse de 5% seulement . »

En clair , si les dirigeants de EADS réalisaient leurs objectifs , il s'agirait à la Sogerma de ce qu'on appelle « les licenciements boursiers » , des licenciements destinés , et uniquement destinés , à faire monter les actions .

LE CAPITALISME PARASITAIRE .

Des licenciements boursiers , c'est ce à quoi conduit la financiarisation du capitalisme et de son économie . Il s'agit d'un capitalisme parasitaire avec une excroissance de financiarisation , une excroissance qui , pour Jean-Marie Harribey , constitue un détournement de la richesse au profit des seuls actionnaires et au détriment des investissements pour un développement soutenable socialement et écologiquement .

Le capitalisme , à ce stade de parasitisme , n'est plus supportable .

Même des partisans du capitalisme classique considèrent , comme Joseph E. Stiglitz , Prix Nobel d'économie en 2001 et ancien conseiller de Bill Clinton , que « le capitalisme perd la tête » et dénoncent le « contre-modèle américain » . Il poursuit : « Les économies de marché ne sont pas capables de s'autoréguler . Elles sont soumises à des chocs qui échappent à leur contrôle . Il leur arrive de perdre la tête et de paniquer , de passer de l'exubérance au pessimisme irrationnel , de virer à l'escroquerie , de prendre des risques tels qu'ils relèvent presque du pari , et les coûts des erreurs et des méfaits sont très souvent supportés par l'ensemble de la société ... »

C'est un enrichissement des riches et un appauvrissement relatif et parfois absolu des pauvres . Le fait qu'il y ait 7 millions et demi de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté en est la preuve tangible , d'autant que s'y ajoute la grande masse de ceux qui sont juste au-dessus , ceux que l'on appelle les travailleurs pauvres dont le nombre s'accroît sans cesse .

Dans le même temps des retards d'investissements utiles se cumulent dans tous les domaines de la vie , l'école et la formation professionnelle , la recherche , l'innovation , l'hôpital , la santé et la sécurité sociale , le logement social , les transports publics , l'agriculture , l'industrie et les services .

Cela dans un pays riche , l'un des plus riche de la planète .
Le changement , l'alternative , deviennent indispensables .
Il s'agit en fait d'un changement de société , d'engager un processus pour faire reculer le capitalisme parasitaire jusqu'à l'éliminer .
J'ai pris l'exemple de la Sogerma , mais ce qui se passe à la Sogerma n'est malheureusement pas quelque chose d'exceptionnel , tout au contraire .

TOUTE LA SOCIETE DOIT CHANGER .

Et les changements , les alternatives , ne doivent pas concerner la seule sphère économique .
C'est toute la société qui doit changer , à commencer par l'ensemble des institutions . Ce qui se passe aujourd'hui en France montre que les limites institutionnelles du système de la 5eme République sont atteintes . Il convient d'en finir avec cette sorte de monarchie élective et d'avancer l'idée d'une nouvelle Constitution , d'une nouvelle République , une 6eme République .

Le développement des droits , des pouvoirs des citoyens dans la société et donc aussi dans l'entreprise , les progrès de la démocratie , doivent en être l'élément essentiel .

Evoquant ces trois derniers mois qui ont changé nos vies , Patrick Le Hyaric , dans l'Humanité du 3 mai , résume les réformes de type révolutionnaire qui doivent , à son avis , concrétiser le mouvement d'espoir : une sécurité de l'emploi , une autre fiscalité pour redistribuer les richesses , une utilisation nouvelle du crédit en faveur de l'emploi , une réduction du temps de travail , une taxation des revenus financiers pour la protection sociale , une appropriation sociale des moyens de production et d'échanges , des établissements financiers , une taxation des capitaux , le respect de la dignité de toutes et de tous , une nouvelle république ... » .

DES APPROCHES DE L'APPROPRIATION SOCIALE .

La Cgt , qui vient de tenir son Congrès et veut développer la démocratie sociale , a une ambition qui implique de conquérir ou de reconquérir les services publics et d'améliorer ceux existants par une maîtrise collective et une appropriation publique et sociale par les citoyens , en premier lieu les salariés .

Pour Philippe Corcuff , dans la question individualiste , c'est seulement dans les luttes de classes en France que Marx avance l'idée de l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière associée . Dès lors se pose un problème simple à formuler , mais complexe à traiter : comment articuler la thématique de la libre association des individus et celle , tout aussi importante , de la nécessaire appropriation collective des moyens de production ?

Pour Charles-André Udry , dans la revue politique virtuelle , si le point de départ d'un projet socialiste réside dans la prise en charge par la société des forces productives , alors la dimension spécifique du politique et de l'administratif doit devenir un sujet de réflexion , afin de développer tous les degrés de la décision prise de manière associée .

Pour Christian Delarue , d'ATTAC , l'exploitation capitaliste ne se résume pas à l'extorsion de la plus-value ...L'émancipation totale passe par l'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'instauration d'une appropriation collective , non exclusive , des moyens de production placés directement sous le contrôle des producteurs .

Pour Anicet Le Pors , là où est la propriété , là est le pouvoir . La propriété est un pouvoir . Un pouvoir des hommes sur les choses et , par là , un instrument possible de domination des hommes sur d'autres hommes .

Pour Yves Salesses , Pt de Copernic , l'appropriation sociale signifie au moins trois choses : elle ne se réduit pas à un secteur public , mais celui-ci en constitue le pilier central ; si le niveau national demeure aujourd'hui principal , il convient de donner plus d'importance à la

propriété publique qui pourrait être définie aux niveaux infra et supranationaux , et notamment au niveau européen ; enfin , l'appropriation sociale ne peut être un simple transfert de propriété , il s'agit de donner à la société les moyens de contrôler et d'orienter son développement .

Pour François Chesnais , de la revue Carré rouge , puisque les transnationales sont le résultat d'un travail socialisé , ne doivent-elles pas être l'objet de dispositions d'appropriation sociale .

Il y a un an , face aux licenciements pour cause de soutien à la valeur actionnariale , les délégués des usines Lu avaient posé des questions essentielles : N'avons – nous pas contribué à construire ces usines ? L'image de marque des biscuits LU n'est-elle pas le résultat de notre travail ? Ne sommes-nous pas les seuls à savoir faire fonctionner ces équipements presque neufs dont les actionnaires proposent la mise au rencart tout comme nous ? Pour toutes ces raisons ces usines ne sont-elles pas à nous autant et même plus qu'aux actionnaires ?

Catherine Samary feraille avec Yves Salesses : l'expérience « socialiste » a montré l'étouffement possible du pôle privé au nom des intérêts du prolétariat exprimés par le parti/Etat . Et c'est pourquoi il considère que l'appropriation sociale ne saurait se résumer à un transfert juridique de la propriété à l'Etat .

Enfin , pour Lucien Sève , l'appropriation sociale implique d'abord l'ouverture aux salariés du capital de l'entreprise et ce jusqu'à des niveaux élevés donnant corps à leur pouvoir d'intervenir dans toutes les décisions de gestion . Ouverture aussi à d'autres partenaires sociaux effectifs des activités en cause , associations d'usagers , collectivités locales , entreprises et services concernés , sans en exclure le privé , car tant qu'il y aura un marché capitaliste , et ce sera pour une longue période , c'est aussi à l'intérieur même d'une mixité conflictuelle que les impératifs d'ordre public devront tendre à prévaloir sur les exigences de profit privé...

ELARGIR LE DEBAT .

Ces citations sont autant d'approches possibles et pluralistes du concept d'appropriation sociale .

J'ai considéré pour ma part que le débat à ce sujet ne prenait pas encore une place suffisante dans le débat relatif aux alternatives à la gestion de la société par le système capitaliste .

J'ai également la conviction qu'il s'agit d'un concept central de cette alternative , notamment en ce qui concerne l'acquisition de droits , de libertés , comme de moyens de maîtriser la production et l'utilisation de l'argent qui sont autant d'aspects essentiels de l'alternative pour les travailleurs-citoyens .